



Aux quatre coins du globe, les régimes d'extrême droite et néolibéraux autoritaires sèment le chaos. Ils sont le symptôme de la crise d'accumulation capitaliste et à l'origine d'affrontements impérialistes. Les conséquences sont lourdes pour les populations en proie aux guerres et à la crise économique mondialisée, comme pour la planète avec les ravages écologiques causés par les bombardements et le déni de l'urgence climatique. En France, le danger de l'extrême droite plane. La réponse, toujours plus austéritaire, du gouvernement à l'inflation et au ralentissement de la croissance, lui offre un nouveau marche-pied. Les luttes contre la militarisation de la société et pour la solidarité internationale, contre le dérèglement climatique et pour la sortie de la dépendance aux énergies fossiles, contre le néolibéralisme et l'extrême droite et pour l'égalité sociale, sont indissociables. C'est dans ce cadre que le SNES-FSU inscrit son action.

Pour une école émancipatrice, critique et démocratique

Dans un monde marqué par les conflits et les tensions impérialistes, de l'Ukraine à l'Iran, en passant par le Liban et la Palestine, l'éducation ne peut rester neutre. Les élèves subissent les conséquences globales et sont témoins de guerres qui font des millions de victimes, creusent les inégalités mondiales et aggravent **la crise climatique**. L'école doit former des citoyen·nes capables de comprendre ces enjeux. Cela passe par un engagement internationaliste que le SNES continue de promouvoir auprès de la profession, mais aussi par une meilleure prise en compte de ces questions dans l'enseignement. Aussi le SNES-FSU continue de dénoncer un certain nombre de **nouveaux programmes** (par exemple, en LVER) qui reproduisent des visions biaisées du monde.

Les **manuels scolaires** ne doivent pas servir la bataille idéologique de **l'extrême droite**. Face à l'offensive de groupes comme celui de Bolloré dans le monde de l'édition, le SNES-FSU revendique des choix pédagogiques qui refusent les contenus discriminants et qui proposent des savoirs capables de former des esprits critiques et ouverts. L'école ne peut être un outil de formatage : elle doit éveiller, questionner, développer l'esprit critique et émanciper.

Cela vaut aussi pour **l'EVARS "spécifique"** (les 3 séances par an et par niveau prévues depuis 2001) qui doit continuer d'exister, aux côtés de l'EVARS disciplinaire (nouveau programme interdisciplinaire). Cela nécessite non seulement un bilan de cette première année mais aussi des consignes précises renvoyées en début d'année prochaine à tou·tes les collègues. Le SNES-FSU demande à l'ensemble de ses S3 d'intervenir auprès des Rectorats pour que l'EVARS "spécifique" soit réellement mise en place dans

tous les établissements.

A l'inverse, le **SNES-FSU appelle les collègues à ne pas mettre en place le passeport d'Éducation économique, budgétaire et financière (EDUCFI)**, une formation généralisée dès la rentrée à toutes les classes de 4ème. Il appelle aussi à la fin des expérimentations de **l'uniforme** dont le rapport montre toutes les limites.

Le SNES-FSU exige une école qui forme à comprendre, pas seulement à obéir. Une école qui n'enseigne pas l'économie libérale dès la 4e, mais qui valorise l'apprentissage plutôt que le simple résultat chiffré du brevet, et qui accompagne chaque élève dans son émancipation. Face à la dérive de l'évaluation constante et des **certifications** en tout genre, nous devons rappeler que notre mission première est d'abord d'enseigner pour émanciper.

Les décès d'élèves de 3ème et de lycées en **stage** se multiplient. La mort tragique d'un lycéen de 15 ans en avril sur son lieu de stage souligne la nécessité de revoir ces pratiques. Le SNES-FSU réaffirme sa revendication de suppression des stages de 3e et 2nde.

Des moyens humains et matériels pour améliorer les salaires et les conditions de travail des personnels et faire réussir toutes et tous les élèves

Nos élèves ont droit à **un service public d'éducation** qui leur garantisse épanouissement et respect de leurs droits fondamentaux et les personnels doivent pouvoir accomplir leurs missions dans des **conditions de travail** améliorées et sereines. La découverte d'armes blanches dans les établissements (d'après le ministre de l'EN) pose un défi à l'école dans son ensemble que les solutions sécuritaires ne sauraient pallier : ce sont des moyens humains supplémentaires qu'il faut sur le terrain.

Le dispositif « 800 collèges en progrès » et la PPL du Sénat visent à affaiblir la politique d'Éducation Prioritaire en favorisant une contractualisation locale, tout en changeant sa définition, désormais centrée sur la performance scolaire. Sur le terrain, les moyens diminuent, les effectifs augmentent, et de nombreux établissements, notamment en lycée, manquent de ressources, sans que la carte de l'EP soit actualisée ni que les mesures concrètes soient réellement mises en œuvre.

Par ailleurs, les **discriminations** envers les élèves en situation de handicap ou de vulnérabilité révèlent l'urgence d'améliorer la qualité de l'accueil, du taux d'encadrements, et la formation des personnels, ce qui passe avant tout par davantage de moyens humains.

Mais ces moyens humains ne peuvent être trouvés en s'appuyant sur une **précarité** croissante. Le contexte inflationniste entraîne la hausse du SMIC. En l'absence de hausse du point d'indice, la hausse du SMIC -- bienvenue

mais insuffisante -- dans le contexte d'inflation, entraîne une perte relative de salaire, notamment pour les fonctionnaires rémunérés en suivant les grilles de catégories C et B. Les enseignant·es sont aussi concerné·es : les entrant·es dans le métier commenceront leur carrière avec une indemnité différentielle. Les salaires ne sont pas à la hauteur mais parallèlement, la précarité est toujours plus grande. Il y a toujours plus d'agent·es contractuel·les dans la Fonction publique et l'École n'y échappe pas : toujours plus d'enseignant·es, de PsyEN, de CPE non-titulaires. **Les AED et les AESH** sont maintenu·es dans une précarité inacceptable. Le SNES-FSU soutiendra et prolongera les mobilisations des AED autour des revendications salariales, de la réduction du temps de travail et de la fin des entraves à l'accès au CDI. Pour les AESH, il portera une alternative aux orientations ministérielles en défendant la professionnalisation du métier, une présence humaine statutaire auprès des élèves et l'accès à un statut de fonctionnaire. Les PIAL et PAS ne sont pas la solution. Le SNES-FSU continue de les dénoncer et de proposer une alternative dès la conférence nationale sur le handicap.

Nous l'avons vu à la fin du mois de mai avec une vague de chaleur exceptionnelle par sa précocité, sa durée et son intensité, pour améliorer les conditions de travail et d'étude de toutes et tous, il faut aussi investir dans **le bâti scolaire** pour l'adapter au réchauffement climatique. Les nouvelles coupes dans le Fond Vert, annoncées par le gouvernement pour atteindre 6 milliards supplémentaires de baisse des dépenses dans un cadre budgétaire déjà austéritaire, est une erreur politique. Il y a au contraire urgence à envisager d'autres choix politiques via un véritable plan d'investissement public. **Le SNES-FSU poursuivra sa campagne sur les alternatives nécessaires en matière d'écologie.** Elles nécessitent d'autres choix budgétaires et fiscaux que ceux portés depuis des années. Pour rendre crédibles nos revendications, il faut lutter contre le discours austéritaire dominant et dire explicitement qu'il ne s'agit pas d'un problème de manque d'argent, mais bien d'un choix politique : celui d'assécher les recettes fiscales par une politique de cadeaux aux ultra-riches et aux grandes entreprises multinationales.

Concernant **le numérique éducatif**, **le SNES-FSU demande des clarifications** sur les usages, les objectifs et le contrôle des nouvelles pratiques qui s'imposent parfois contre la volonté des enseignant·es, notamment en termes d'usage de l'intelligence artificielle. Il rappelle la nécessité d'un principe de précaution en la matière et attend que le ministère clarifie l'usage des téléphones portables, au collège comme au lycée. De plus, l'utilisation des manuels numériques doit cesser d'être imposée, les enseignant·es doivent pouvoir choisir d'utiliser un manuel papier. L'idée

même de proposer l'e-sport dans le cursus scolaire paraît dans ce contexte encore plus hors-sol.

Le SNES-FSU continue à dénoncer la réforme de la formation des enseignant·es, réforme bâclée, dont les contenus de formation sont discutables, qui ne prépare pas mieux au métier. Notre ambition doit être un concours situé en fin et sous condition de licence, suivi d'une formation donnant accès à des contenus de formation exigeants et à un diplôme de master, libérant les futur·es enseignant·es des pressions du concours, leur permettant ainsi de penser leur métier et leurs enseignements et non de ne devenir que de simples exécutant·es.

Pour l'égalité d'accès aux savoirs

Par ailleurs, comme le souligne une récente note de la DEPP, la France atteint, voire dépasse, les objectifs européens fixés en 2021 en matière de participation à l'éducation et de niveau de diplôme. En revanche, les résultats demeurent plus contrastés concernant **la maîtrise des compétences dites fondamentales et les inégalités socio-scolaires** se creusent encore. Des progrès restent également à accomplir pour renforcer le nombre d'élèves dans les filières scientifiques et technologiques, et de dégenrer l'ensemble des filières afin d'aller vers une plus grande mixité. Dès lors, la baisse du nombre d'élèves ne doit pas être envisagée comme une opportunité de réduction des dépenses, mais comme un levier pour renforcer la qualité et l'équité du système éducatif.

Le SNES-FSU dénonce également les politiques qui creusent les inégalités : **l'augmentation des droits d'inscription dans le supérieur** pour les étudiant·es étranger·es extra-communautaires est scandaleuse.

Après des décennies de massification scolaire, d'émancipation de la jeunesse et de démocratisation de l'accès au diplôme, nous subissons depuis plusieurs années à une politique cohérente et massive de remise en cause de cette évolution historique. Le SNES-FSU dénonce depuis des années la succession de suppressions de moyens, de postes, l'augmentation du nombre d'élèves par divisions, qui va encore s'accélérer à la rentrée prochaine. Nous avons dépassé le fameux "point de bascule" : le projet politique qui visait à fermer les portes du supérieur, vise à présent à décliner cette **démassification en amont** : tou·tes les jeunes n'ont pas vocation à faire des études supérieures, tou·tes les enfants n'ont pas vocation à aller à l'école longtemps, toutes les personnes n'ont pas vocation à apprendre au-delà de ce qui leur est nécessaire pour produire.

Renforcer le syndicalisme et combattre l'extrême droite

À quelques mois des élections présidentielles et législatives, mais aussi professionnelles, dans un contexte où le syndicalisme traverse une période

de crise et de remise en question, les tensions internes, les divisions stratégiques et l'adhésion en hausse mais qui reste relative, fragilisent notre capacité à peser sur la situation sociale comme sur les décisions qui concernent directement les personnels et les élèves. Pourtant, c'est dans ces moments que notre rôle est le plus crucial : défendre l'émancipation et changer la société, promouvoir la bifurcation écologique tout comme maintenir des collectifs pour améliorer nos conditions de travail nécessite un syndicat unifié, clair et engagé dans les luttes sociales, écologistes, féministes ou internationalistes. Il est temps de **retrouver le sens de l'action collective** et de mobiliser nos forces pour faire entendre la voix des personnels face aux politiques qui attaquent l'école publique, mais aussi face au risque de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Le rôle du syndicalisme n'a jamais été aussi crucial : il est le contre-pouvoir indispensable pour défendre les libertés et les droits d'un État démocratique. Le SNES-FSU continue et amplifie sa campagne de sensibilisation contre les dangers de l'extrême droite auprès de la profession. ***Dans ce cadre, le SNES-FSU appelle à participer aux manifestations contre le racisme le 21 juin prochain, ainsi qu'à participer, là où cela est possible, aux différentes Marches des fiertés LGBTI+,*** ces mobilisations étant des moments essentiels pour défendre les droits des personnes LGBTI+, rendre visibles les discriminations qu'elles subissent encore et affirmer notre solidarité.

Construire le rapport de force pour gagner

Enfin, dans la perspective des élections de 2027, à l'occasion des 90 ans de la victoire du Front Populaire, le SNES-FSU rappelle que les avancées sociales ne sont possibles que si s'articulent un projet politique unitaire des forces de gauche et du mouvement ouvrier et une importante mobilisation sociale. Il participera donc aux initiatives qui iront dans ce sens.

Le SNES-FSU, dans un cadre unitaire et fédéral, mobilise sur les salaires et les conditions de travail dans la Fonction Publique. ***Le SNES-FSU participera à la mobilisation intersyndicale dans le cadre de la Journée internationale des services publics le 23 juin afin de rappeler que les travailleurs et travailleuses des services publics permettent à la population de jouir de ses droits.***

La première mobilisation aura lieu en juin mais, celle de septembre doit d'ores et déjà être annoncée afin d'aboutir à des actions massives. Le SNES-FSU, avec la fédération, portera cette nécessité dans les intersyndicales FP et éducation, et prendra ses responsabilités le cas échéant. En Espagne, des grèves massives d'enseignant·es touchent plusieurs régions, cela nous montre qu'il est possible demain de mobiliser pour de meilleures conditions de travail et une revalorisation des salaires. C'est dès ce mois de juin qu'il nous faut mener campagne, dans l'éducation, et mettre en place un véritable plan d'actions intersyndical, soutenu par les

parents d'élèves et l'opinion publique. **C'est notre responsabilité en tant que syndicat de transformation sociale et premier syndicat de l'Éducation de tout mettre en œuvre pour que la profession soit massivement en ordre de bataille dès la rentrée.**

Un plan d'action est donc élaboré : mise en place de cahiers de doléances (sous forme de kit en ligne) sur des questions précises (bâti scolaire, conditions de travail et d'apprentissage, moyens humains...), travail de préparation de la mobilisation (affiches, post-it...), grève à l'automne sur des revendications communes à l'ensemble de la profession, partagées par les parents d'élèves, calendrier des suites annoncé dès maintenant, avec une montée en puissance et ce, en amont des élections professionnelles et présidentielles qui seront l'occasion de mettre les questions éducatives au cœur de l'actualité et de faire vivre nos mandats. Une campagne de communication, en plusieurs temps, est mise en place. Elle peut prendre le format de thèmes et/ou d'un ultimatum adressé au gouvernement. Le SNES-FSU est donc dès aujourd'hui, en lien avec la FSU, à l'œuvre de la construction d'un mouvement durable pour gagner, pour sortir de la résignation ambiante et redonner confiance en l'action collective.